

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 6155 Co

Service Central : Services financiers (titres)

Région : —

OBJET DE LA CONSULTATION

demande de recouvrement de 261 bons repôts 5% 32
des Chemins de fer AL, immatriculés au nom de la Banque
rurale .s.a. a Strasbourg.

Certificat de propriété dressé p. M. Meyer, notaire a Strasbourg;
valeur de ce certificat pour donner suite a l'opération requise

Références : V. 6217 Co

Observations : les services financiers se proposent de soumettre
au N° d'Etat aux Com. la question de la validité des documents établis
plus officiellement en Als. L. (juill. 42) - V. 6217 Co.

D. N° 6155 Co; Aff. : Banque rurale, recouvrement de 261 bons AL. p. 12

24 Juin

2

S.J.

6.155 C^o

Monsieur le Chef
de la Subdivision des Titres
23, rue de Londres,
PARIS

V.R.: F^lT 3421 Tx 613

J'ai l'honneur de vous retourner le certificat de propriété ci-joint, que vous avez bien voulu me communiquer, pour examen et avis, par votre lettre du 16 Juin courant, et qui a été produit à l'appui d'une demande de mutation et de remboursement de 261 bons de 1.000 frs 5 % 1932 des Chemins de fer A.L., présentée au nom de la Banque fédérative à Strasbourg, par M. COCTEAU, agent de change à Paris.

- 1 annexe -

L'examen de ce certificat de propriété, rédigé par M^e MEYER, Notaire à Strasbourg, donne lieu aux observations suivantes.

- I - Le certificat est établi sur papier libre et n'est pas enregistré, contrairement aux dispositions applicables aux certificats de propriété dressés en France. On ne peut, d'autre part, lui faire application des dispositions relatives aux certificats de propriété rédigés par des notaires étrangers (art. 14 du décret du 25 Octobre 1934), ce qui le dispenserait de la formalité du timbre et de l'enregistrement. Or, les Bureaux de la Seine ne sont pas compétents pour enregistrer un acte émanant, comme en l'espèce, d'un notaire qui n'y a pas sa résidence.
- II - Le texte français du certificat de propriété n'est qu'une traduction du texte allemand, alors que, d'après la législation française, les actes notariés, rédigés dans les départements alsaciens et lorrain, devaient, en principe, l'être en français. D'autre part, cette traduction n'est pas conforme aux dispositions de l'Instruction ministérielle du 23 Janvier 1935 (J.O. du 24, p. 749).
- III - L'exemption de droits de mutation a été prononcée par une Autorité allemande.

Réf. 102

Toutefois, ces irrégularités ne paraissent pas en elles-mêmes, de nature à engager la responsabilité de la S.N.C.F. vis-à-vis des ayants-droit, puisqu'elles ne mettent pas en cause la légitimité de l'opération requise, et rien ne s'opposerait à ce que vous procédiez au remboursement.

Comme ces irrégularités découlent cependant de la situation politique actuelle des départements alsaciens et lorrain, situation où la souveraineté française se trouve intéressée, il vous appartient d'apprécier si, eu égard à la situation de la S.N.C.F., il convient d'en faire abstraction, sans y avoir été d'abord autorisé par le Ministère des Finances.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me tenir au courant de sa décision, que vous auriez jugé utile de provoquer, le cas échéant.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Mme: J. L. L.

L

Gouverneur le Chef
de la Subdivision des Titres

Vu
y

1 answer

22.6.42

L'examen de ce certificat de propriété, établi
par M^e Meijer, notaire à Strasbourg, donne lieu aux
observations suivantes.

1/ Le certificat est établi sur papier libre et n'est pas enregistré, contrairement aux dispositions applicables aux certificats de propriété dressés en France. Comme on ne peut, d'autre part, lui faire application des dispositions relatives aux certificats de propriété ~~et~~ rédigés par des notaires étrangers (art. 14 du décret du 2 octobre 1934), ce qui le dispenserait de la formalité du timbre et de l'enregistrement. Or, les Bureaux de la Seine ne peuvent pas compétents pour enregistrer un acte émanant, comme en l'espèce, d'un notaire

2316

qui n'y a pas sa résidence.

II. - Le Texte français du certificat de propriété n'est qu'une traduction du texte allemand; alors que, d'après la législation française, les actes notariés, rédigés dans les départements alsaciens et lorrains, devaient, en principe, l'être en français. D'autre part, cette traduction n'est pas conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle du 23 janvier 1935 (Jo du 24, p. 749).

III. - L'exemption de droits de mutation a été prononcée par une autorité allemande.

Toutefois Ces irrégularités ne paraissent pas en elles-mêmes de nature à engager la responsabilité de la S.G.C.F. vis à vis des ayants-droit, puisqu'elles ne mettent pas en cause la légitimité de l'opération requise. Comme elles découlent cependant de la situation politique actuelle des départements alsaciens et lorrains, situation où la souveraineté française se trouve intéressée, il paraît difficile d'en faire abstraction sans y avoir été d'abord autorisé par le Ministère des Finances.

Je vous serais obligé de vouloir bien me tenir au courant du résultat de la démarche que je vous prie de faire en ce sens.

Le Chef du Contentieux:

Signé: J. Durand

+ d'avis en apparence à la guerre, mais pour les besoins militaires.

(Car rien ne m'empêcherait à ce que vous procédiez au remboursement)

(il vous appartient d'apprécier, en regard à la situation de la S.G.C.F., il conviendrait -)

~~Si vous étiez de voir en si fin~~

Je vous serais très obligé de vouloir bien me tenir
au courant de sa décision, ~~si vous étiez de voir~~
que vous auriez jugé utile de provoquer, le cas échéant.

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

Subdivision des Titres
23, R. de Londres - IX

ML.II.6.

Paris, le 16 Juin 1942

FIT 3421 Tx.613

I P.J.

Monsieur le Chef du Contentieux
45, rue Saint-Lazare
PARIS

J'ai l'honneur de vous faire savoir que nous sommes saisis par M. Cocteau, agent de change à Paris, d'une demande de remboursement de 261 bons de 1.000 Frs. 5 % 1932 à 10 ans, des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, objet de 2 Certificats Nos 257 et 258 immatriculés au nom de : "Banque Rurale" Société anonyme au capital de 12 millions de francs, 1 rue du Vieux Marché aux Vins à Strasbourg.

Il est produit, à l'appui, la copie, délivrée tant en langue allemande qu'en langue française, par Me Meyer, notaire à Strasbourg, d'un certificat de propriété établi par ses soins le 24 Janvier 1942, en conformité du décret du 25 Octobre 1934 sur le régime des titres nominatifs en France, mais cette copie est délivrée sur papier libre et ne fait état d'aucune mention justifiant que l'acte a été soumis à la formalité de l'enregistrement.

Il résulte de cette pièce, que je vous adresse d'ailleurs, sous ce pli, en communication, que la Banque Rurale de Strasbourg a fusionné avec la "Banque Fédérative" Société Anonyme de droit local à Strasbourg, que les titres précités sont devenus la propriété de cette dernière, que pour le transfert de ces titres la libération de tous droits d'enregistrement a été ordonnée par décision du Finanzamt Strasbourg du 18.12.1940 U^eN^o91/13 et, qu'enfin, que la Banque Fédérative est représentée par les membres de sa Direction (signant deux à deux, ou seul avec un fondé de pouvoirs) savoir : M. Théodore Commandeur, Directeur de Banque, Président, M. Albert Schnebelen, Directeur de Banque, et M. Renatus Nuss Directeur de Banque, demeurant tous trois à Strasbourg.

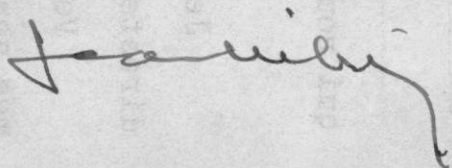
La demande de remboursement est signée sur le bordereau joint au dossier, par M. Théodore Commandeur et M. Nuss, dont les signatures sont certifiées par M. Cocteau, et nous envisageons d'en régler le montant à un compte bloqué, ouvert au Crédit Lyonnais à Paris, au nom de la Banque Fédérative, de Strasbourg, contre remise d'un engagement du Crédit Lyonnais de ne laisser disposer de la somme ainsi créditée que dans les conditions prescrites par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et à condition que la copie du certificat de propriété, produite soit, au préalable, soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement à Paris.

.....

Toutefois étant donnée la situation actuelle de l'Alsace-Lorraine et, par suite, des notaires y instrumentant, nous nous demandons si le certificat de propriété tel qu'il est délivré conserve en ce moment, toute sa valeur vis-à-vis de la législation française qui règle la matière et si, en considérant qu'en période normale la compétence du Notaire rédacteur serait nettement établie, la S.N.C.F. peut s'estimer complètement dégagée actuellement de toute responsabilité en procédant, comme il vient d'être exposé, à l'opération de remboursement qui lui est demandée par les représentants de la Banque Fédérative de Strasbourg.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître votre avis sur la solution qu'il convient d'apporter à cette affaire.

Le Chef de la Subdivision des
Titres,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. J. J.' or similar, with a long horizontal stroke and a small hook at the end.